



**CONCESSION DE SERVICE POUR  
LA GESTION & L'EXPLOITATION DU R.I.E & SERVICES  
ASSOCIES**

**Règlement de la consultation**

**Date limite de remise des candidatures et des offres :  
Le lundi 04 août 2025**

# TABLE DES MATIERES

## **Article 1 Identification de l'autorité concédante4**

## **Article 2 Objet, étendue et valeur de la concession4**

- 2.1 Objet de la concession4
- 2.2 Etendue de la concession4
- 2.3 Allotissement de la concession4
- 2.4 Estimation de la valeur de la concession4

## **Article 3 Durée de la concession4**

## **Article 4 Conditions de la consultation5**

- 4.1 Procédure de passation5
- 4.2 Personnel**Erreur ! Signet non défini.**
- 4.3 Dossier de consultation des entreprises5
  - 4.2.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises5
  - 4.2.2. Délivrance du dossier de consultation des entreprises6
  - 4.2.3. Modification du dossier de consultation des entreprises6

## **Article 5 Conditions de participation6**

## **Article 6 Présentation de la candidature7**

- 6.1 Généralités7
- 6.2 Attestation sur l'honneur7
- 6.3 Capacités et aptitudes du candidat8

## **Article 7 Présentation de l'offre9**

- 7.1 Généralités9
- 7.2 Contenu de l'offre9
- 7.3 Délai de validité des offres9
- 7.4 Variantes10

## **Article 8 Dépôt des candidatures et des offres10**

- Généralités10
- Dépôt dématérialisé10

## **Article 9 Sélection des candidatures et des offres12**

- 9.1 Sélection des candidatures12
- 9.2 Sélection des offres12
  - 9.2.1. Négociations12
  - 9.2.2. Modalités de jugement13

## **Article 10 Renseignements supplémentaires15**

## **Article 11 Information des candidats évincés15**



## **Article 1 IDENTIFICATION DE L'AUTORITE CONCEDEANTE**

L'autorité concédante est : **LIMOGES METROPOLE**

## **Article 2 OBJET, ETENDUE ET VALEUR DE LA CONCESSION**

### **2.1 *Objet de la concession***

L'autorité concédante souhaite confier au concessionnaire, à qui est transféré le risque lié à la gestion & l'exploitation du Restaurant Inter Entreprises & services associés. Le concessionnaire, qui supportera l'intégralité des charges de fonctionnement, investissement et d'exploitation, se rémunérera au moyen des recettes issues des usagers.

### **2.2 *Étendue de la concession***

La concession porte sur la gestion et l'exploitation du R.I.E & services annexes

### **2.3 *Allotissement de la concession***

Les prestations ne sont pas alloties.

### **2.4 *Estimation de la valeur de la concession***

La valeur estimée du contrat de concession, fixée à 1 700 000 €, correspond au chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire pendant la durée du contrat, eu égard à la nature des prestations qui font l'objet de la concession. Elle est calculée en prenant en considération l'augmentation éventuelle du nombre d'équipements exploités, les recettes perçues grâce à l'exploitation des équipements et les paiements à l'origine desquels pourrait être l'autorité concédante.

## **Article 3 DUREE DE LA CONCESSION**

La concession est conclue pour une durée de 7 (ans) ans à compter de la notification du contrat de concession.

Dans le cas où des négociations complémentaires seraient nécessaires, ou que la procédure de consultation devrait être relancée, le début des prestations sera reporté.

## **Article 4 CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **4.1 *Procédure de passation***

La consultation est organisée conformément aux dispositions du Code de la commande publique et notamment des articles R. 3126-1 et suivants du Code de la commande publique et des articles L. 1411-1 à L.1411-18 du CGCT. Elle est conduite de manière ouverte de telle sorte que les opérateurs intéressés sont invités à remettre simultanément, dans les conditions prévues par l'avis de concession et le présent règlement de consultation, leur dossier de candidature et leur dossier d'offre.

Au vu de l'avis de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT, l'autorité habilitée à signer la convention pourra organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique.

Puis l'autorité habilitée à signer le contrat de concession saisira l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmettra à cette fin le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate, l'économie générale du contrat et celui-ci.

*In fine*, l'assemblée délibérante de l'autorité concédante délibérera sur le choix du concessionnaire, le contrat à conclure et autorisera l'autorité habilitée à signer la convention.

Après signature de la concession et accomplissement des formalités de transmission et de notification, notamment prévues à l'article L. 1411-9 du CGCT, l'exécution de la concession pourra débuter.

### **4.2 Dossier de consultation des entreprises**

#### **4.2.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- Le projet de contrat et ses annexes :
  - Annexe 1 : Plans et visuels du futur RIE
  - Annexe 2 : Comptes d'exploitation prévisionnels
  - Annexe 3 : Le mémoire du concessionnaire y compris les éléments suite à négociations et ses annexes
  - Annexe 4 : Répartitions des tâches
  - Annexe 5 : Localisation

- Le cadre de réponse, en format Excel, constitué des 2 onglets suivants : (à remettre dans l'offre )
  - Compte d'exploitation prévisionnel
  - Investissement

#### **4.2.2. Délivrance du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises est publié sur le profil d'acheteur de l'autorité concédante : <https://demat-ampa.fr>.

L'ensemble des pièces les constituant sont en accès libre, direct et complet.

Il est vivement recommandé aux candidats d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique régulièrement relevée, afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

#### **4.2.3. Modification du dossier de consultation des entreprises**

L'autorité concédante se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours ouvrables avant la date de remise des candidatures et des offres, des modifications de détail aux pièces constituant le dossier de consultation des entreprises.

Le cas échéant, les candidats devront formuler leurs offres sur la base du dossier modifié, sans pouvoir alors porter aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité à ce sujet.

Si, pendant le délai accordé aux candidats pour formuler leurs offres, la date limite fixée pour la réception de ces dernières était reportée, la disposition ci-dessus serait alors applicable en fonction de la nouvelle date.

### **Article 5 CONDITIONS DE PARTICIPATION**

Sous réserve de disposer de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du contrat de concession, tout opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques disposant ou non de la personnalité morale peut participer à la procédure de passation objet du présent règlement de la consultation.

Les candidats sont autorisés à présenter leurs offres sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, solidaire ou conjoint.

Les candidats constitués en groupement devront obligatoirement désigner un mandataire pour les représenter.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du contrat de concession et de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'autorité concédante.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

**Le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

Le candidat, qu'il se présente seul ou par un groupement, devra indiquer les sous-concessionnaires auxquels il aura recours. L'offre devra indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-concession est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-concessionnaires qui exécuteront le contrat de concession.

## **Article 6 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE**

### **6.1 Généralités**

La candidature des opérateurs économiques ou des groupements d'opérateurs économiques (ci-après, le ou les « candidat(s) ») sera entièrement rédigée en langue française ou devra être accompagnée d'une traduction en français.

### **6.2 Attestation sur l'honneur**

**6.2.1.** Le candidat produit, à l'appui de sa candidature, une déclaration sur l'honneur attestant :

1. Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du code de la commande publique ;
2. Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du code de la commande publique, sont exacts.

**6.2.2.** Le candidat produit l'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L3123-14 du code de la commande publique :

1. Un certificat délivré par l'administration fiscale attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes dont relève le demandeur, datant de moins de 6 mois.

2. Un certificat délivré par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions attestant de la fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (au titre de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale), datant de moins de 6 mois.
3. Un certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail, datant de moins de 6 mois.
4. Les attestations prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
5. Un extrait K bis datant de moins de 3 mois, ou document équivalent, et le cas échéant, un pouvoir du représentant habilité à engager le candidat.
6. Une copie du ou des jugements prononcés lorsque le candidat est en redressement judiciaire.

### **6.3 Capacités et aptitudes du candidat**

#### **6.3.1. Le candidat joint à sa candidature :**

1. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
2. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
3. Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le soumissionnaire dispose pour la réalisation de contrats ou marchés de même nature ;
4. Une présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services ayant un lien avec l'objet du contrat effectué au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**6.3.2.** Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat, y compris s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, le candidat apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat.



En cas de groupement momentané d'entreprises, l'habilitation du mandataire du groupement signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

## **Article 7 PRESENTATION DE L'OFFRE**

### **7.1 Généralités**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou devront être accompagnées d'une traduction en français.

L'offre est présentée en euro.

### **7.2 Contenu de l'offre**

L'offre du candidat comporte les éléments constitutifs suivants :

- Le projet de contrat signé
- Un mémoire technique (future annexe 4) comportant :
  - **Qualité de service rendu aux usagers en précisant :**
    - Les horaires d'ouvertures proposés
    - Variétés des plats proposés ( nombre de plats, d'entrées, de desserts différents)
    - Options de régimes alimentaires ( sans porc, végétarien, sans gluten etc.)
    - Prix pour un salarié pour un plat, une entrée, un dessert
    - Prix pour un étudiant pour un plat, une entrée, un dessert
  - Organisation matérielle et logistique mise en place pour la continuité de l'exploitation (installation des mobiliers, démarches administratives & réglementaires, moyens humains et techniques mobilisés, sécurité, gamme de produits, partenariats, communication)
  - Mise en œuvre des obligations liées à l'entretien et la Maintenance
- Le cadre de réponse financier, entièrement renseigné, au format Excel et .pdf accompagné d'une notice financière explicative en fonctionnement et investissement

### **7.3 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des candidatures et des offres et 60 jours à la remise de l'offre finale.

## **7.4 Variantes**

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

### **Article 8 DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

#### **Généralités**

Les candidatures et les offres devront être déposées obligatoirement par voie dématérialisée à l'adresse suivante: <https://demat-ampa.fr>

Tout pli papier sera rejeté.

#### **Dépôt dématérialisé**

Les candidatures et les offres des candidats seront produites sous support électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Les modèles informatiques à compléter devront être fournis en version modifiable.

Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et en euros. Les pièces accompagnant le dossier de proposition rédigées en langue étrangère seront acceptées, si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur assermenté et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée sur la première page du présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle candidature ou offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Limoges Métropole – Communauté urbaine**  
19, rue Bernard Palissy - 87031 Limoges cedex 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque fichier sera obligatoirement nommé conformément à son contenu.

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme <https://demat-ampa.fr>. Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat

## **Article 9 SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **9.1 Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres et des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

Les capacités et aptitudes des candidats seront examinées au regard des documents et éléments d'information mentionnés à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

En application de l'article R. 3123-20 du code de la commande publique, l'autorité concédante, si elle constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ou ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'autorité concédante ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'autorité concédante, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Seuls les candidats habilités à candidater à une concession et présentant des capacités et aptitudes suffisantes sont admis.

### **9.2 Sélection des offres**

#### **9.2.1. Négociations**

Conformément aux dispositions des articles L. 3124-1 et R. 3124-1 du code de la commande publique, l'autorité concédante se réserve la faculté d'engager une négociation avec le ou les candidats.

### 9.2.2. Modalités de jugement

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3124-5, et R. 3124-4 à R. 3124-6 du code de la commande publique.

La concession sera attribuée au candidat ayant présenté la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante, apprécié sur la base des critères objectifs et non discriminatoires énoncés ci-dessous :

Critères	Pondération
<b>Critères d'ordre financier</b>	<b>40</b>
Montant de la redevance prévue à l'article 5.4 du projet de contrat – Part fixe	25
Montant de la redevance prévue à l'article 5.4 du projet de contrat – Part variable	10
Cohérence des compte prévisionnels d'exploitations (prise en compte de tous les attendus du projet de contrat)	5
<b>Critère d'ordre technique</b>	<b>60</b>
Qualité de service rendu aux usagers <ul style="list-style-type: none"><li>- Les horaires d'ouvertures proposés</li><li>- Variétés des plats proposés ( nombre de plats, d'entrées, de desserts différents)</li><li>- Options de régimes alimentaires ( sans porc, végétarien, sans gluten etc.)</li><li>- Prix pour un salarié pour un plat, une entrée, un dessert</li><li>- Prix pour un étudiant pour un plat, une entrée, un dessert</li></ul>	40
Organisation matérielle et logistique mise en place pour la continuité de l'exploitation (installation des mobiliers, démarches administratives & réglementaires, moyens humains et techniques mobilisés, sécurité, gamme de	10

produits, partenariats, communication)	
Mise en œuvre des obligations liées à l'entretien et la Maintenance	10

## **Article 10     RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES**

Les candidats peuvent poser leurs éventuelles questions sur le profil d'acheteur de l'autorité concédante au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres.

L'autorité concédante communique, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sollicités en temps utile par les candidats ou soumissionnaires.

### **Il ne sera répondu à aucune question orale.**

Par ailleurs, les candidats sont tenus de signaler *via* ce profil d'acheteur, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qu'ils estiment exister et qui, selon eux, seraient susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure.

A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du contrat.

## **Article 11     INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES**

Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue seront informés par courrier électronique sur la plateforme : <https://demat-ampa.fr>

## **Article 12     LITIGES ET RECOURS**

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de LIMOGES  
2, cours Bugeaud  
87000 LIMOGES  
Téléphone : 05 55 33 91 55  
Télécopie : 05 55 33 91 60  
Courriel : [greffe.ta-limoges@juradm.fr](mailto:greffe.ta-limoges@juradm.fr)

.

Pour les renseignements sur les recours, il convient de s'adresser au greffe du Tribunal administratif de LIMOGES  
2, cours Bugeaud  
87000 LIMOGES  
Téléphone : 05 55 33 91 55  
Télécopie : 05 55 33 91 60  
Courriel : [greffe.ta-limoges@juradm.fr](mailto:greffe.ta-limoges@juradm.fr)

Limoges Métropole

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ❖ Le référé précontractuel (art L. 551-1 et suivants du code de justice administrative) qui peut être exercé jusqu'à la signature du contrat ;
- ❖ Le référé contractuel (art L. 551-13 et suivants du code de justice administrative) qui peut être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative ;
- ❖ Le recours en contestation de validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, (CE, 4 avril 2014, département Tarn et Garonne, req. n° 358994).